

EBOUÉ Félix (1884 - 1944) Gouverneur général

• **Éléments biographiques :**

Félix Eboué¹ naît le 26 décembre 1884 à **Cayenne** en Guyane. Élève brillant, il est titulaire en 1901 d'une bourse d'étude pour poursuivre son cursus en métropole, au lycée Montaigne de **Bordeaux**. Bachelier ès-lettres, il va à **Paris** suivre des études de droit tout en suivant l'enseignement de l'École coloniale. En 1908 il est licencié en droit.

• **Carrière militaire et campagnes :**

Élève administrateur des colonies en 1908, puis administrateur adjoint en 1910, il est affecté à sa demande en Afrique Équatoriale française, en Oubangui-Chari, à **Bouka** et **Bozoum** à la frontière camerounaise : à chaque fois, il s'efforce d'apprendre les usages et les coutumes de ses administrés. Il est nommé administrateur en 1912, chef de la subdivision de Demara, puis de **Kouango**, près de **Bangui**, en 1914. Sa demande d'engagement dans l'Armée est refusée cette année-là. En 1918, il est affecté dans la circonscription de l'Ouaka, puis du Bas Mbomou en 1921, à **Bangassou** en 1923 et à nouveau à l'**Ouaka** en 1927. Pendant les vingt années passées en Oubangui-Chari, il développe l'agriculture, trace des routes et ouvre des écoles, étudie les langues et les mœurs des populations qu'il administre, rédigeant un certain nombre d'ouvrages qui leur sont consacrés. Il participe en avril 1931 au congrès international d'ethnographie réuni à **Paris** à l'occasion de l'Exposition coloniale. Il est nommé administrateur en chef en 1930. Initié à la franc-maçonnerie, il adhère à la Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen en 1928. Du 28 janvier 1932 au 23 mai 1934, il occupe sur décision du ministre des Colonies Paul Reynaud les fonctions de secrétaire général auprès du gouverneur de la Martinique et en fait, du 7 janvier 1933 au 4 janvier 1934, il assume la responsabilité de gouverneur par intérim. Après un passage dans des fonctions similaires au Soudan français, il est élevé au rang de gouverneur et nommé en

Guadeloupe par le ministre Maurice Violette en 1936. C'est à l'occasion de la remise solennelle des prix le 1^{er} juillet 1937 au lycée Carnot de **Pointe-à-Pitre** qu'il prononce son adresse à la jeunesse locale intitulée *Jouer le jeu*. Il calme progressivement l'agitation sociale, assainit les finances locales et met en place les réformes du gouvernement du Front populaire lors de son passage en Guadeloupe entre 1936 et 1938.

Le 16 novembre 1938, il est nommé gouverneur de 2^e classe au Tchad par Georges Mandel, ministre des Colonies. Dans la perspective d'un conflit qui impliquerait l'Italie, puissance coloniale riveraine, il fait construire des infrastructures économiques et militaires ainsi que des voies de communication avec le Congo d'une part et vers le Tibesti d'autre part. Le 18 juin 1940, il refuse l'armistice et le fait connaître au gouverneur général Pierre Boisson par télégramme le 29. Il entre en contact avec le mouvement du général de Gaulle début juillet. Le 26 août, en présence de René Pleven et du commandant Colonna d'Ornano, envoyés spéciaux du général, il proclame avec le lieutenant-colonel Pierre Marchand, commandant militaire du territoire, le ralliement officiel du Tchad au général de Gaulle, assurant une assise territoriale et une légitimité politique à la France Libre et préparant le ralliement d'autres territoires de l'Empire (Congo, Oubangui-Chari, Cameroun). Le 15 octobre, Félix Eboué reçoit le général de Gaulle à **Fort Lamy** qui le nomme d'abord membre du Conseil de défense de l'Empire, et ensuite gouverneur général de l'Afrique Équatoriale Française le 12 novembre. Sous son impulsion, l'AEF devient une plaque tournante au service des forces gaullistes (40 000 hommes) dirigées par les généraux Larminat, Koenig et Leclerc. Le général de Gaulle mène une tournée d'inspection en AEF en septembre 1942. →

¹ Le dossier du gouverneur général Félix Eboué est conservé au SHD sous la cote GR 16P, n° 207 196.

Sur le modèle de Lyautey au Maroc, Félix Éboué développe une politique visant à intégrer les élites économiques et sociales dans la gestion locale : l'assimilation est la base de son ultime œuvre intitulée *La nouvelle politique indigène pour l'Afrique Équatoriale Française*, que la conférence des hauts dirigeants administratifs des territoires africains (dite conférence de Brazzaville) réunie à partir du 22 janvier 1944 retient et adopte. Sur sa proposition, le général de Gaulle avait déjà signé en juillet 1942 trois décrets touchant respectivement au statut des notables, à l'organisation des communes africaines et à la création d'un office du travail. Épuisé, Félix Éboué meurt le 17 mai 1944 d'une congestion pulmonaire alors qu'il séjourne au Caire, pour apaiser les différends entre le Comité Français de Libération Nationale et le Premier ministre du roi, Nahas Pacha. Le 20 mai 1949, les cendres de Félix Éboué ont été transférées au Panthéon.

• Décorations et citations :

Chevalier sur proposition du ministre de l'Instruction publique (Pierre Marraud) en 1927, puis Officier de l'ordre de la Légion d'Honneur Compagnon de la Libération par décret du 29 janvier 1941 (un des cinq premiers récipiendaires) et membre du Conseil de l'Ordre de la Libération Médaille coloniale avec agrafe Grand officier de l'ordre du Dragon d'Annam Commandeur de l'ordre du Nichan Iftikhar (Tunisie) Officier de l'ordre de l'Etoile noire (Bénin) Chevalier de l'ordre du Mérite agricole Chevalier de l'ordre des Palmes académiques Médaille de l'éducation physique et des sports

• Sources :

SHD-GR 16 P, dossier n° 207 196 « Henri ÉBOUE ».
Notice « Felix Éboué 1884-1944 » sur cheminsdememoire.gouv.fr, Ministère des Armées, Secrétariat général pour l'Administration, Direction des

patrimoines, de la mémoire et des archives, consulté le 27 juin 2020.
Trouplin Vladimir (conservateur en chef du musée de l'Ordre de la Libération), *Dictionnaire des Compagnons de la Libération*, Paris, mai 2010, édition Elytis, pages 343-344
Mémorial des Compagnons (1940-1945), Paris, 1961, Grande chancellerie de l'ordre de la Libération, pages 280-284
Dictionnaire biographique des anciens élèves de l'École nationale de la France d'Outre-mer, volume A-G, 2003, pages 61 et 778-779.
Musée de l'Ordre de la Libération, dossier n° 326 « Félix Éboué ».
Musée de l'Ordre de la Libération, notice « Félix Éboué » sur le site internet.
Pap N'Diaye, « Félix Éboué, colonialiste et petit-fils d'esclave », *L'Histoire*, octobre 2005, n° 302, pages 50-51.
Philippe Oulmont « L'équipe Éboué - Laurentie et de Gaulle (1939-1943) », fondation Charles de Gaulle, s. d., 15 pages.

• Bibliographie indicative :

Langues Sango, Banda, Baya, Mandjia : notes grammaticales, mots groupés d'après les sens, phrases usuelles, vocabulaire, Paris, 1818, E. Larose
Les sociétés d'initiés en pays Banda, Brazzaville, 1931
Les peuples de l'Oubangui-Chari. Essai d'ethnographie, de linguistique et d'économie coloniale, Paris, 1933
La clef musicale des langages tambourinés et sifflés, Koulouba, 1935, Imprimerie du Gouvernement
Jouer le jeu. Message aux adultes et aux jeunes, Pointe-à-Pitre, 1937, éditions Basse-Terre (Guadeloupe)
Politique indigène de l'Afrique Équatoriale Française, Brazzaville, 1941, Imprimerie officielle de l'AEF
L'Afrique Française Libre, New-Delhi, 1941, Bureau d'information de la France combattante
La nouvelle politique indigène pour l'Afrique Équatoriale Française, Paris, 1945, Office français d'édition.

Cette fiche biographique a été rédigée à partir de documents identifiés et consultés dans les archives du Service historique de la Défense (SHD) sur les sites de Vincennes, Caen (DAVCC) et Pau (CAPM). Les archives des Département et Régions d'Outre-mer et celles de Collectivités d'Outre-mer ont également été mobilisées. Parfois lacunaires, ces sources écrites indispensables pour le travail de l'historien peuvent toutefois présenter des données contradictoires. Il peut en résulter des différences d'orthographe (noms et lieux) et de dates qui seront précisées en notes de bas de page.
